

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Allemagne

Une publication du SER de Berlin – n°2/2026

Sommaire

Le chiffre à retenir

Actualité macroéconomique

Politiques sociales et marché du travail

Le nombre de personnes au chômage se maintient au-dessus du seuil de 3 millions en février

Le Bundestag a voté le 26 février la loi sur le respect des conventions collectives

La réforme du minima social *Bürgergeld* a été adoptée au Bundestag le 5 mars 2026

Les pensions de retraite allemandes devraient augmenter de 4,24 % au 1^{er} juillet 2026

Actualité financière

Marchés financiers

La bourse de Stuttgart étend son offre en crypto-actifs

Eurex compte sur une plus grande participation d'acteurs de pays tiers

Banques et assurances

La Bundesbank enregistre une nouvelle perte

Commerzbank reverse la totalité de son bénéfice à ses actionnaires

Le succès de BayernLB repose largement sur sa banque en ligne DKB

R+V et Union Investment sont les piliers de DZ Bank en 2025

La Banque postale renforce sa présence en Allemagne

Les résultats d'Allianz sont en hausse

Les bénéfices de Munich Re progressent

Point de conjoncture

Le chiffre à retenir

4,2 %

Revalorisation attendue des pensions de retraite pour le 1^{er} juillet 2026 selon le ministère de Travail et des Affaires sociales – quatrième hausse supérieure à 4 % en cinq ans.

Actualité macroéconomique

Politiques sociales et marché du travail

Le nombre de personnes au chômage se maintient au-dessus du seuil de 3 millions en février (en données non corrigées des variations saisonnières de [l'Agence](#) fédérale du travail). La progression du chômage continue toutefois à décélérer en glissement annuel. Le marché de l'emploi reste par ailleurs dégradé en janvier (dernier mois disponible), le nombre de personnes en emploi reculant de 90 000 personnes en glissement annuel. Les perspectives d'emploi sont également mauvaises : après une amélioration ponctuelle observée en janvier, le baromètre de l'emploi de [l'ifo](#) recule à nouveau à 93,1 points en février (93,4 en janvier), après un point bas de 91,9 points en décembre (non atteint depuis mai 2020). Presque tous les secteurs industriels prévoient une diminution de l'emploi. Au-delà de l'industrie, le baromètre ifo des services est également repassé en territoire négatif ; le baromètre a toutefois légèrement progressé dans le secteur de la construction.

Le Bundestag a voté le 26 février la loi sur le respect des conventions collectives au niveau fédéral (BTTG). En vertu de cette [loi](#), les marchés publics et les concessions fédérales ne pourront en principe être attribués qu'à des entreprises qui s'engagent à garantir à leurs salariés – pendant l'exécution du marché public ou de la concession – les conditions de travail prévues dans les conventions collectives de branche. L'objectif est ainsi de garantir une concurrence loyale lors de la passation de marchés publics fédéraux, ainsi que de renforcer le respect des conventions collectives – dont le taux de couverture diminue tendanciellement. Des restrictions au champ d'application de la loi ont été aménagées, la loi ne s'appliquant pas notamment pour les contrats d'achat de marchandises passés par l'État fédéral.

La réforme du minima social *Bürgergeld* a été adoptée au Bundestag le 5 mars 2026 et devrait entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet. Le *Bürgergeld*, accessible aux demandeurs d'emploi non éligibles à l'assurance chômage, prendra désormais le nom de « protection de base » (*Grundsicherung*). Le [texte](#) prévoit d'encadrer davantage les devoirs des bénéficiaires et de renforcer les sanctions pour ceux qui ne réagissent pas à des convocations ou manquent à leurs obligations de recherche d'emploi. Il priorise

également l'accès à l'emploi ou à la formation professionnelle par rapport à d'autres mesures d'accompagnement, telles que la formation continue, sauf si celles-ci permettent une intégration durable sur le marché du travail, par exemple pour les jeunes. Enfin, le texte resserre les critères d'éligibilité, notamment en matière de prise en compte du patrimoine et d'encadrement des frais de logement pris en charge, et renforce la lutte contre la fraude sociale et le travail non déclaré.

Les pensions de retraite allemandes devraient augmenter de 4,24 % au 1^{er} juillet 2026, selon les [données](#) de l'Office fédéral de la Statistique et de l'Assurance retraite allemande, sous réserve de l'adoption du règlement correspondant. Il s'agit de la quatrième hausse supérieure à 4 % en cinq ans. Elle est principalement liée à la dynamique favorable des salaires, sur lesquels sont indexés les pensions en Allemagne. Conformément au paquet retraites 2025, la formule de revalorisation annuelle des pensions ne tient actuellement pas compte du « facteur de soutenabilité » (*Nachhaltigkeitsfaktor*), qui limite la hausse des pensions lorsque la situation démographique se dégrade. La valeur du point de retraite passera ainsi de 40,79 € à 42,52 € ; pour une retraite standard correspondant à 45 années de cotisation au salaire moyen, cette hausse représentera environ 78 € supplémentaires par mois.

Actualité financière

Marchés financiers

La bourse de Stuttgart étend son offre en crypto-actifs. La filiale de la bourse de Stuttgart, [Börsen Stuttgart Digital](#), fusionne avec le négociant francfortois en crypto-actifs Tradias afin de disposer de l'ensemble de la « chaîne de production », du courtage jusqu'au *staking*.

Eurex compte sur une plus grande participation d'acteurs de pays tiers. Grâce à l'entrée en vigueur de la loi visant à faciliter l'activité sur les marchés financiers (« *Standortfördergesetz* », cf. Berlin Eco 7-8/2025), les *market makers* (animateurs de marché) de pays tiers peuvent intervenir sur [Eurex](#) sans succursale en Allemagne ou dérogation. Eurex en attend un effet positif sur la liquidité de son marché.

Banques et assurances

La Bundesbank enregistre une nouvelle perte. La [Bundesbank](#) affiche une perte de 8,6 Md€ en 2025. Après un déficit record de 19,2 Md€ en 2024, les pertes cumulées de la banque centrale, qui résultent de l'écart entre les taux d'intérêt versés aux banques commerciales et ceux perçus sur les obligations, atteignent 27,8 Md€. Si le déficit prévu en 2026 est moindre, ces pertes devraient prolonger pendant de nombreuses années le non-versement de bénéfices à l'État fédéral, tel qu'observé depuis 2020.

Commerzbank reverse la totalité de son bénéfice à ses actionnaires. En dépit de coûts de restructuration de près de 562 M€, la banque affiche un [résultat](#) avant impôts de 3,9 Md€ (3,8 Md€ en 2024) et un résultat net de 2,6 Md€ (2,7 Md€ en 2024). Ses revenus ont augmenté de 10 % du fait d'une hausse de la marge nette des commissions et des très bons résultats de la filiale polonaise mBank. Les revenus des opérations de trading ont progressé de 11 % en Allemagne tandis que le volume des crédits accordés aux entreprises a augmenté de 10 %. [Commerzbank](#) s'engage à reverser 2,7 Md€ à ses actionnaires au titre de l'année 2025, sous forme de rachats d'actions et de dividendes (dividende de 1,10 €/action pour 2025 contre 0,65 €/action pour 2024).

Le succès de BayernLB repose largement sur sa banque en ligne DKB. La Landesbank [BayernLB](#) enregistre un résultat avant impôts de 1,4 Md€ en 2025 (contre 1,6 Md€ en 2024, mais effets exceptionnels en 2024). La banque en ligne DKB a réalisé 85 % du résultat avant impôts du groupe (contre 70 % en 2024). DKB veut développer notamment ses activités de trading pour augmenter de plus d'un tiers son résultat avant impôts d'ici 2030.

R+V et Union Investment sont les piliers de DZ Bank en 2025. Le résultat avant impôts de l'organe central des banques mutualistes, [DZ Bank](#), a fortement progressé (4,3 Md€ contre 3,3 Md€ en 2024). Avec un résultat avant impôts de respectivement 2,1 et 1,2 Md€, l'assurance R+V et le gestionnaire d'actifs Union Investment sont les principaux contributeurs aux bénéfices du groupe. En revanche, TeamBank, spécialisé dans les crédits à la consommation et VR Smart Finanz, spécialisé dans le financement des PME, ont souffert de la morosité conjoncturelle.

La Banque postale renforce sa présence en Allemagne. Sa filiale [LBP AM](#) ouvre, à Francfort, son premier bureau hors de France, dans l'objectif de financer le Mittelstand en accompagnant notamment sa transition générationnelle. LBP AM est déjà active en Allemagne au travers de sa filiale LFDE spécialisée dans la gestion du patrimoine des entreprises.

Les résultats d'Allianz sont en hausse. L'[assureur](#) allemand réalise, en 2025, un chiffre d'affaires de 186,9 Mrd€ (179,8 Md€ en 2024) et enregistre un résultat avant impôt de 15,45 Md€ (+10,3 % par rapport à 2024) lui permettant de proposer un dividende de 17,10 € (15,40 € en 2024). L'assureur prévoit un programme de rachat d'actions d'un volume de 2,5 Mrd€, après en avoir clôturé un de 2 Mrd€ en 2025. Le ratio de solvabilité atteint 218 % (209 % en 2024).

Les bénéfices de Munich Re progressent. Le [réassureur](#) affiche en 2025 un résultat de 6,1 Md€, en hausse de 5,7 %. Il compte verser un dividende de 24 €/action, soit une hausse de 20 % par rapport à 2024 et lancer un programme de rachat d'actions d'ici mi-2027 d'un montant de 2,25 Mrd€. Son ratio de solvabilité passe de 287 % à 298 %.

Point de conjoncture

Prévisions économiques et budgétaires annuelles

Source	Date de publication	2025	2026	2027	2028
Croissance (%) (non-cjo)					
FMI février 2026	12/02/2026	0,2	1,1	1,5	1,1
Gouvernement janvier 2026	28/01/2026	0,2	1,0	1,3	-
Bundesbank décembre 2025	19/12/2025	0,1	0,9	1,4	0,9
OCDE décembre 2025	02/12/2025	0,2	1,3	1,6	-
Inflation (%) (IPCH)					
FMI février 2026	12/02/2026	2,3	2,3	2,0	2,8
Bundesbank décembre 2025	19/12/2025	2,3	2,2	2,1	1,9
OCDE décembre 2025	02/12/2025	2,2	2,1	2,4	-
Commission européenne novembre 2025	17/11/2025	2,3	2,2	1,9	-
Solde public (% du PIB)					
FMI février 2026	12/02/2026	-2,4	-3,4	-4,1	-4,0
Bundesbank décembre 2025	19/12/2025	-2,5	-3,9	-4,6	-4,8
OCDE décembre 2025	02/12/2025	-2,5	-3,0	-3,7	-
Commission européenne novembre 2025	17/11/2025	-3,1	-4,0	-3,8	-
Dettes publiques (% du PIB)					
FMI février 2026	12/02/2026	62,6	63,9	65,7	67,7
OCDE décembre 2025	02/12/2025	63,4	65,0	67,0	-
Commission européenne novembre 2025	17/11/2025	63,5	65,2	67,0	-
Conseil des Sages novembre 2025	12/11/2025	62,7	63,7	-	-

Indicateurs conjoncturels mensuels

Indicateur	Source	2025-11	2025-12	2026-01	2026-02
Activité					
Ventes au détail (% évol. sur un mois, en volume, cvs-cjo)	Destatis	-0,5	1,2	-0,9	-
Production industrielle (% évol. sur un mois, en volume, cvs-cjo)	Destatis	0,2	-1,0	-0,5	-
Prix à la consommation					
Inflation (% évol. en g.a., déf. nat.)	Destatis	2,3	1,8	2,1	1,9
Inflation sous-jacente (% évol. en g.a., déf. nat.)	Destatis	2,7	2,4	2,5	2,5
Commerce extérieur					
Exportations (% évol. sur un mois, en valeur, cvs-cjo)	Destatis	-2,2	3,9	-2,3	-
Importations (% évol. sur un mois, en valeur, cvs-cjo)	Destatis	0,7	1,3	-5,9	-
Marché du travail					
Personnes au chômage (évol. en g.a., en milliers, cvs, déf. nat.)	BA	113	104	88	79
Personnes en emploi (évol. en g.a., en milliers, cvs, déf. nat.)	BA	-59	-75	-93	-
Climat des affaires					
Baromètre du climat des affaires (indice base 100 = 2015, cvs)	ifo	88	88	88	89
Baromètre de l'emploi (indice base 100 = 2015, cvs)	ifo	93	92	93	93

def. nat. : définition nationale

g.a. : glissement annuel

cvs : corrigé des variations saisonnières

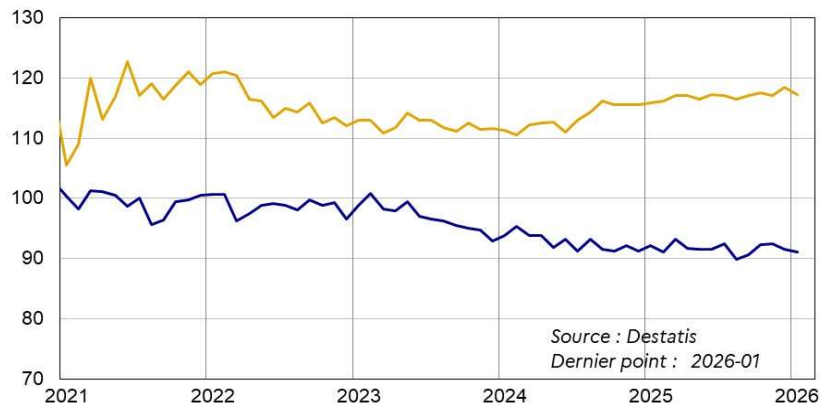
cjo : corrigé des jours ouvrés

Inflation sous-jacente : hors alimentation et énergie

BA : Agence fédérale du travail (Bundesagentur für Arbeit)

Activité

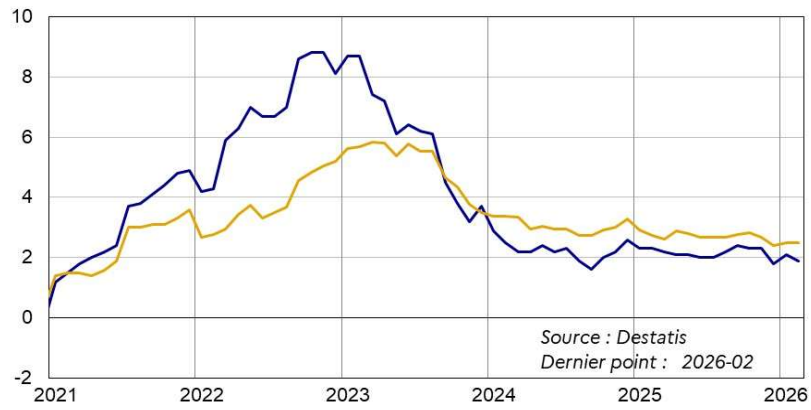
Indices, cvs-cjo



— Production industrielle (base 100 = 2021)
— Ventes au détail (hors automobile) (base 100 = 2015)

Prix à la consommation

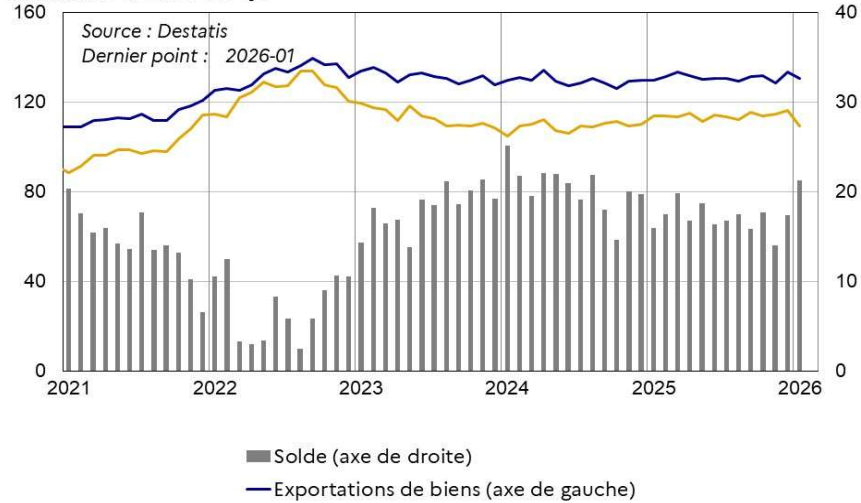
Évol. en g.a., en %



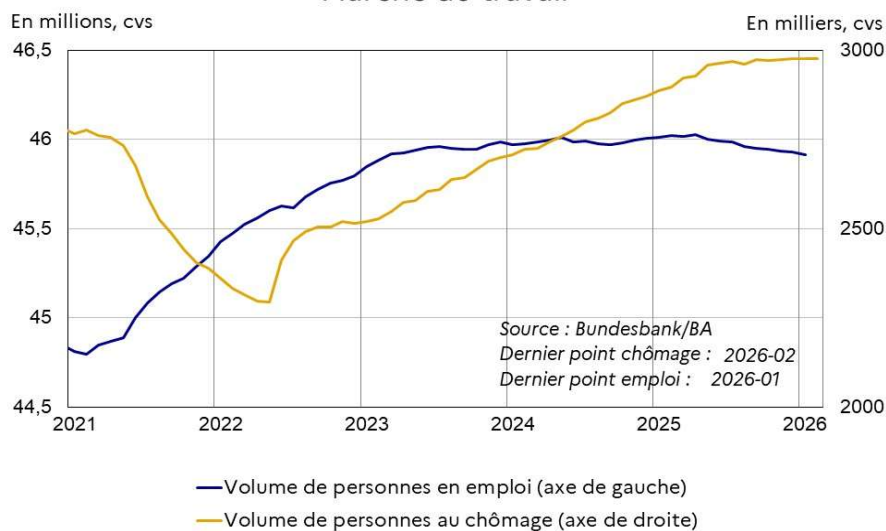
— Inflation — Inflation sous-jacente

Commerce extérieur

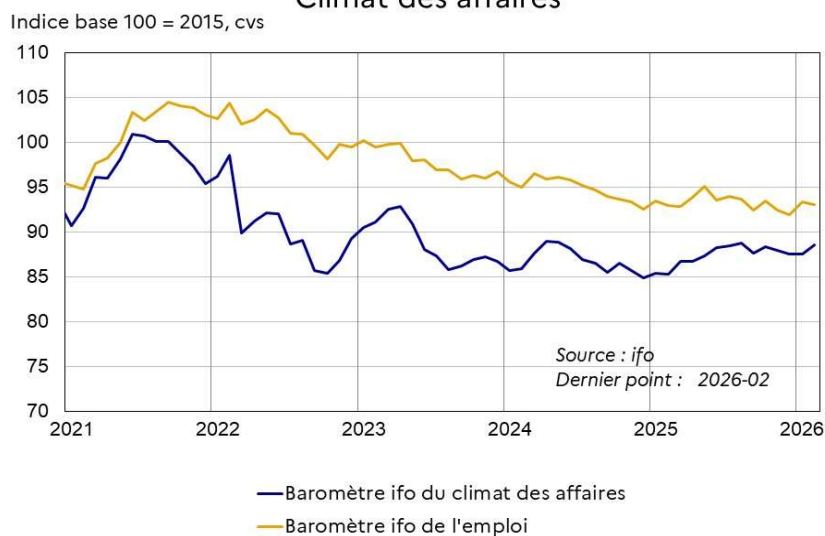
En milliards d'euros, cvs-cjo



Marché du travail



Climat des affaires



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique de Berlin

Jérôme Brouillet, Baptiste Royer

Rédaction : François Brunet, Anita Gandon, Thomas Goujat-Gouttequillet, Lucie Petit, Laurence Rambert

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr